Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

Société de développement industriel du Québec

Rapport annuel 1985-1986

Québec

Le contenu de cette publication a été rédigé par la
Société de développement industriel du Québec

Cette édition a été produite par
les Publications du Québec

Dépôt légal — 4e trimestre 1986
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-08751-1
ISSN 0383-5383

© Gouvernement du Québec

Monsieur Pierre Lorrain
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec pour l'exercice financier prenant fin le 31 mars 1986.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce

Daniel Johnson

Québec, le 25 juin 1986

Monsieur Daniel Johnson
Ministre de l'Industrie et du Commerce
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport annuel pour l'exercice financier prenant fin le 31 mars 1986.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le président-directeur général

Gérald Tremblay

Québec, le 25 juin 1986

Table des matières

I- La Société 8

— Présence sur le territoire 8
— Mandat et programmes d'aide financière 9
— Conseil d'administration et comités 10
— Organigramme de la Direction 11

II- Le rapport de la Direction 13

1. Bilan par programme 13

1.1 Aide à la capitalisation et au financement 13
1.2 Aide à l'investissement 14
1.3 Aide à la recherche 14
1.4 Aide à l'exportation 15

2. Bilan sectoriel et régional 15

3. Gestion et administration des aides financières 16

4. Bilan financier 16

Le Conseil d'administration 16

Le personnel 16

III- Les statistiques 17

Tableau I: Aides et montants autorisés selon les différents programmes du 1er avril 1985 au 31 mars 1986 17

Tableau II: Montants déboursés sur l'ensemble des programmes d'aide du 1er avril 1985 au 31 mars 1986 18

Tableau III: Aides et montants autorisés par secteur d'activités du 1er avril 1985 au 31 mars 1986 19

Tableau IV: Aides et montants autorisés selon les différentes régions et sous-régions du 1er avril 1985 au 31 mars 1986 20

Tableau V: Évolution du nombre et des montants d'aide depuis cinq ans 21

IV- Les états financiers 23

I- La Société de développement industriel du Québec

Présence sur le territoire

Québec

1126, chemin Saint-Louis
Bureau 700
Sillery (Québec)
G1S 1E5
Tél.: (418) 643-5172

Montréal

Place Mercantile
770, rue Sherbrooke ouest
9e étage
Montréal (Québec)
H3A 1G1
Tél.: (514) 873-4375

Sherbrooke

740, rue Galt ouest
Bureau 101
Sherbrooke (Québec)
J1H 1Z3
Tél.: (819) 565-1224

Victoriaville

Édifice Provincial
62, Saint-Jean-Baptiste
Victoriaville (Québec)
G6P 4E3
Tél.: (819) 752-4521

Jonquière

MIC Centre administratif
1er étage
Boulevard Harvey
Jonquière (Québec)
G7X 8L6
Tél.: (418) 547-2697

Trois-Rivières

100, rue Laviolette
3e étage
Trois-Rivières (Québec)
G9A 5S9
Tél.: (819) 379-3012

Rimouski

Galerie G.P.
92, 2e Rue ouest
Bureau 204
Rimouski (Québec)
G5L 8B3
Tél.: (418) 722-3582

Mandat et programmes d'aide financière

La Société de développement industriel du Québec est un organisme gouvernemental créé en 1971 par la Loi de l'aide au développement industriel dans le but de favoriser le développement économique du Québec au moyen de mesures incitatives d'ordre financier.

Elle exerce son mandat dans le cadre des priorités du Québec en matière de développement économique et offre des mesures financières adaptées aux besoins réels de l'entreprise en favorisant des retombées économiques positives pour le Québec.

L'aide financière de la Société est accessible aux entreprises des secteurs manufacturier, touristique et tertiaire-moteur. Elle est disponible sous diverses formes, principalement le prêt sans intérêt, la garantie de prêt et le prêt à risques partagés.

La S.D.I. accorde des aides financières en vertu des programmes suivants, regroupés en six champs d'action:

• Aide à la capitalisation et au financement

— Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ)
— Prêt de capitalisation
— Accès à la bourse
— Financement des entreprises (PFE)*
— Financement des entreprises manufacturières

• Aide à l'investissement

— Technologie moderne
— Entreprises dynamiques

• Aide à la recherche

— Laboratoire de recherche
— Recherche et innovation

• Aide à l'exportation

— Consortiums
— Financement
— Développement des exportations
— Crédit-implantation

• Aide au tourisme

— Financement
— Développement touristique

• Aide à certains secteurs

— Industrie électronique
— Textile, bonneterie, vêtement*

* Programmes dont la phase active est terminée.

Conseil d'administration

Gérald Tremblay
Président-directeur général
Société de développement industriel du Québec

Pierre Delisle*
Sous-ministre adjoint
Ministère de l'Industrie et du Commerce
Québec

Paul-Henri Fillion
Président-directeur général
Hoplab Inc.
Québec

Jean-Guy Frenette
Directeur de recherche
Fédération des travailleurs du Québec
Montréal

Jean-Claude Gagnon
Vice-président et directeur général
Boutiques San Francisco Inc.
Saint-Hubert

Michel Gaucher
Président
Sofati Ltée
Montréal

Nycol Pageau-Goyette
Présidente
Pageau-Goyette & Associés Ltée
Montréal

Louis Marie-André Jalabert
Président-directeur général
Services Financiers
Canada-International (SFCI)
Montréal

J.-Gaston Langlais*
Président
Gesco Enr.
Gaspé

Germain Leduc*
Notaire
Leduc, Grou et Dorais
Saint-Laurent

Roger Pruneau
Sous-ministre
Ministère du Commerce extérieur
Québec

Guy Savard*[1]
Directeur général
Samson Bélair
Sherbrooke

Jacques-Yves Therrien*
Sous-ministre
Ministère du Tourisme
Québec

Les Comités du Conseil d'administration

Comité exécutif

Pierre Delisle
Paul-Henri Fillion
Jean-Guy Frenette
Jean-Claude Gagnon
Louis M.-A. Jalabert
J.-Gaston Langlais
Germain Leduc
Nycol Pageau-Goyette
Guy Savard
Jacques-Yves Therrien
Gérald Tremblay

Comité d'évaluation

Pierre Delisle
Paul-Henri Fillion
Jean-Guy Frenette
Jean-Claude Gagnon
Louis M.-A. Jalabert
J.-Gaston Langlais
Germain Leduc
Nycol Pageau-Goyette
Guy Savard
Jacques-Yves Therrien
Gérald Tremblay

Comité de vérification

Jean-Claude Gagnon
Louis M.-A. Jalabert
Nycol Pageau-Goyette
Yvon Marcil
Guy Savard
Gérald Tremblay

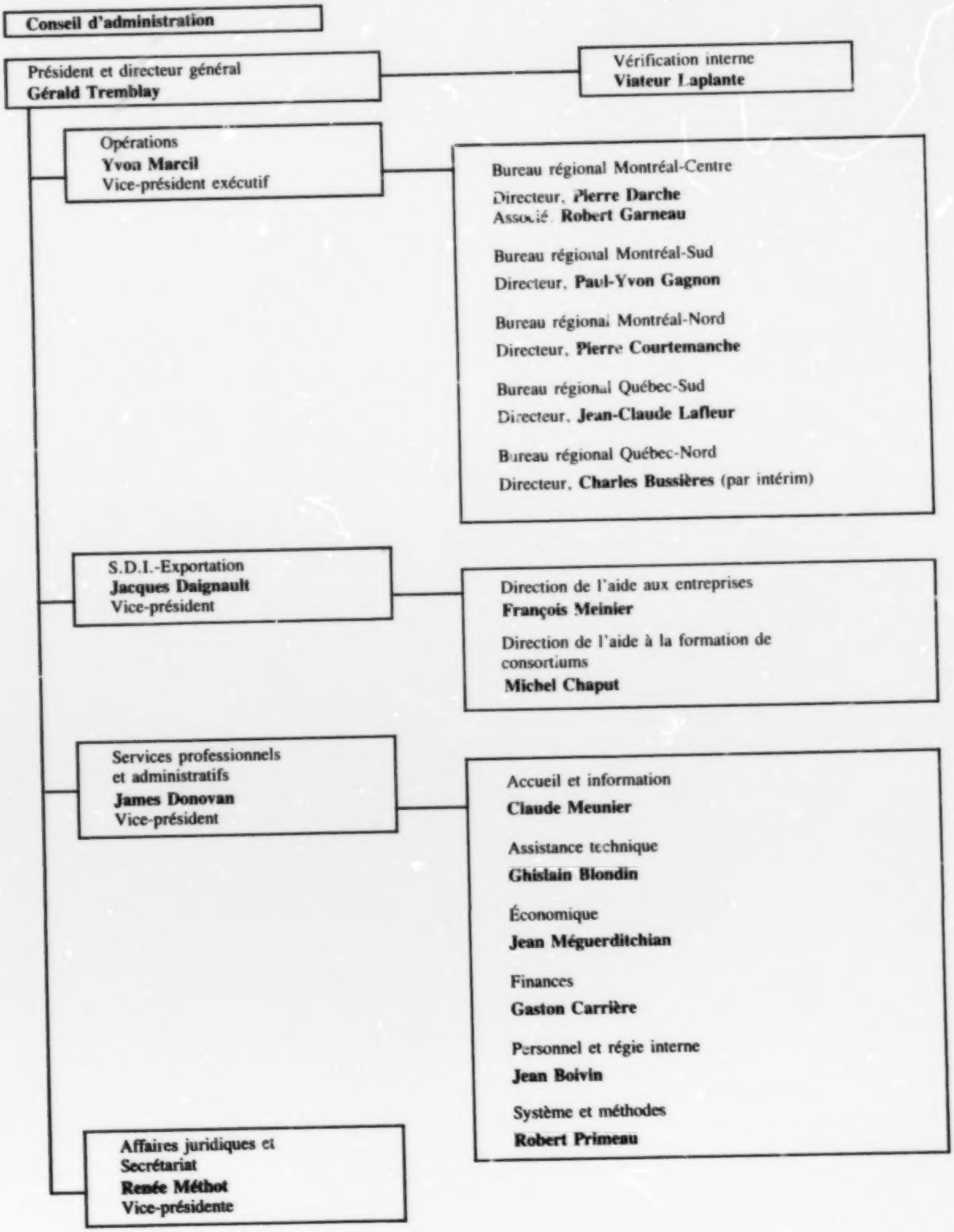
Comité de Marketing

James Donovan
Jean-Claude Gagnon
J.-Gaston Langlais
Nycol Pageau-Goyette
Gérald Tremblay

*1 Vice-président du Conseil d'administration

* Nominations en date du 18 juin 1986

Organigramme de la Direction



II- Le rapport de la Direction

Faits saillants

Le bilan de la S.D.I. en 1985-1986 se caractérise par un niveau élevé d'activités, l'arrivée des mesures de capitalisation et le rôle important de la Société dans le cadre de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement industriel.

Bilan général des activités

La S.D.I., qui fête cette année le 15e anniversaire de sa fondation, maintient à nouveau en 1985-1986 un fort niveau d'activités, atteignant même, comme en témoignent les statistiques suivantes, un sommet quant au nombre d'entreprises aidées et aux montants octroyés.

Bilan général	1985-86	1984-85	1983-84
Nombre d'aides	1 449	1 493	806
Nombre d'entreprises	1 352	1 223	741
Montant d'aide (M $)	626	416	185
Montant des projets (M $)	3 400	2 200	600

La reprise économique et ses effets d'entraînement au niveau des projets d'investissement, de recherche et d'exportation expliquent en partie ces résultats positifs. La valeur totale des projets dans lesquels la Société est intervenue atteint 3,4 milliards $.

L'accroissement marqué des montants d'aide est relié à l'implication de la Société dans des projets majeurs, notamment par le biais de l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement industriel. Ce protocole permet aux deux gouvernements d'intervenir conjointement pour encourager la réalisation de projets industriels majeurs. Il aura servi à concrétiser six projets qui totalisent des investissements de 1,3 milliard $ et impliquent des aides financières de 170 millions $. Dans le dossier le plus important, celui de Domtar à Windsor, la S.D.I. aura de plus servi d'agent financier aux deux gouvernements dans l'agencement du prêt sans intérêt de 150 millions $ servant de contribution fédérale-provinciale.

De plus, en accord avec l'article 9 de sa loi constituante, la Société est intervenue à la suite de l'initiative du Gouvernement, afin de soutenir la réalisation de 10 projets majeurs à fortes retombées économiques. Ces projets totalisent des investissements de 400 millions $ et impliquent des aides de 107 millions $. Soulignons à titre de principal dossier, la relance de l'usine de pâtes chimico-thermo-mécanique de Port-Cartier par le groupe Cascades.

1. Bilan par programme

1.1 Aide à la capitalisation et au financement

• Les mesures de capitalisation

La mise en place des **Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ)** et du **Programme de prêt de capitalisation** fait suite au diagnostic de la Commission québécoise sur la capitalisation des entreprises qui constatait, entre autres, un taux élevé du facteur d'endettement de la PME, la faiblesse de l'offre de capital de risque pour financer ses besoins et l'absence de mesures fiscales favorisant l'investissement dans celle-ci. Ces deux programmes figurent pour la première fois cette année dans les statistiques de la S.D.I.

Mesures de capitalisation	Nombre d'aides	Montant d'aide
SPEQ	58	S/O
Prêt de capitalisation	77	24 M $
Accès à la bourse	43	8 M $
Total	**178**	**32 M $**

Les **SPEQ**, par le biais d'avantages fiscaux consentis aux épargnants, fournissent aux PME une nouvelle source de capital, tandis que le **prêt de capitalisation** encourage les propriétaires d'entreprises à se procurer des fonds propres supplémentaires pour financer leurs projets d'expansion.

Au 31 mars 1986, 58 **SPEQ** avaient été formées regroupant 500 actionnaires avec un capital de 5 millions $ aux fins de placement dans des entreprises en croissance rapide. C'est un début prometteur pour ce nouveau véhicule de financement.

Le **Programme de prêt de capitalisation** présentait, à la même date, un résultat de 77 aides pour un montant de 24 millions $. Le rodage de cette mesure complémentaire aux SPEQ s'est poursuivi avec les modifications apportées lors du Discours du Budget. Deux aspects fondamentaux du prêt de capitalisation, soit la garantie à 100 % et le congé de remboursement pour une période de cinq ans, demeurent les facteurs incitatifs de ce programme.

Enfin, le **Programme d'accès à la bourse**, qui assume une partie des coûts relatifs à l'étude de faisabilité d'un financement public et supporte les coûts d'une première émission à la Bourse de Montréal, a facilité l'entrée sur le marché de l'épargne publique à 43 entreprises au cours de l'année. Depuis le 1er mai, toutefois, le volet couvrant les coûts d'entrée à la Bourse a été abrogé.

• Le Programme de financement des entreprises (PFE)

Le **Programme de financement des entreprises** indique un achalandage de 307 aides autorisées au cours de la dernière année pour des garanties de prêts de 133 millions $, ce qui se situe en deça de l'activité de 1984-1985; ce phénomène s'explique surtout par l'évolution positive des taux d'intérêt.

Bilan cumulatif du PFE

Le PFE, un programme conjoncturel de la récente reprise économique, est terminé depuis le 31 mars 1986; il a atteint son objectif qui est de contribuer à l'accélération des investissements et à l'augmentation de la capacité de production des entreprises. En effet, sur une base cumulative au 25 juin 1986, plus de 1 100 entreprises se sont prévalues de ce programme qui offre, de façon facultative, une garantie de prêt et une protection contre la hausse du taux d'intérêt. Voici la répartition du PFE.

PFE — Nombre d'entreprises	
Garanties de prêt et protection du taux d'intérêt	651
Garanties de prêt seulement	52
Protection du taux d'intérêt seulement	416
Total	**1 119**

Par ailleurs, il faut souligner les montants que représentent les garanties accordées par la S.D.I. ainsi que la valeur des projets financés par le PFE qui atteignent près d'un milliard $.

PFE — Montant d'aide	
Garanties accordées	197 M $
Prêts impliqués	576 M $
Valeur des projets reliés	979 M $

Rappelons également qu'une quarantaine d'institutions financières (banques à charte, banques commerciales, sociétés d'investissements, caisses de crédit) ont contribué activement aux résultats du PFE par leur participation à son administration.

1.2 Aide à l'investissement

• Aide à l'investissement manufacturier

Plus de 40 % du volume des aides consenties par la S.D.I. en 1985-1986 se retrouve sous ce programme dont l'objectif consiste à stimuler les projets d'implantation et d'expansion des entreprises à technologie de pointe et les projets d'expansion des entreprises dynamiques.

Les statistiques font état de **512 interventions** pour des montants autorisés de **270 millions $** contre 463 aides et 149 millions $ pour l'exercice précédent.

Notons que le volet «entreprises dynamiques» représente 60 % des aides accordées en vertu de ce programme, soit une augmentation du tiers par rapport à l'année précédente. Cette situation reflète une progression significative des investissements effectués par les PME québécoises, qui sont les clientes de ce programme.

• Aide au développement touristique

Le secteur touristique bénéficie d'un programme particulier d'aide à l'investissement qui appuie des projets autant dans le domaine du divertissement et du loisir que dans celui de l'hébergement.

De plus, les entreprises touristiques ont accès aux SPEQ et au prêt de capitalisation pour améliorer leur structure financière, et au Programme de financement des entreprises pour financer leurs projets.

Le tableau suivant décrit l'ensemble des activités reliées au tourisme.

Secteur touristique	**Nombre d'aides**	**Montant**
Financement des entreprises (PFE)	35	17 M $
Aide au développement touristique	102	17 M $
Prêt de capitalisation	1	1 M $
Total	**138**	**35 M $**

1.3 Aide à la recherche

L'aide à la recherche maintient son rythme de croisière avec un niveau quasi identique à l'année précédente.

• Le Programme d'aide aux activités de recherche et d'innovation (PARIQ)

Ce programme dont l'objectif est de favoriser le développement de produits et procédés de fabrication (nouveaux ou améliorés), a permis de réaliser 91 projets grâce à des montants de 30 millions $ accordés sous forme de prêts à risques partagés.

De plus, la répartition sectorielle indique une concentration très forte dans le secteur informatique et électronique, soit 55 % des projets soutenus.

Bilan cumulatif du PARIQ

Les résultats du programme **PARIQ**, après 30 mois d'existence, méritent d'être soulignés: la contribution de 71 millions $ de la S.D.I. sous forme de

prêts à risques partagés a permis de soutenir au-delà de 200 projets d'une valeur de 210 millions $. La clientèle manufacturière (50 % des aides) et celle des inventeurs et innovateurs (33 %) ont largement bénéficié du programme. Quant aux secteurs d'intervention, outre l'électronique (télécommunications, informatique, logiciel, didacticiel), celui de la machinerie retient l'attention avec plus de la moitié de la valeur totale des projets.

- **PARIQ-Design**

Le programme s'est enrichi, vers la fin de l'année 1985, d'un volet spécial à l'intention des **designers industriels et de mode**. Reposant essentiellement sur la même formule du partage du risque, le PARIQ-Design vise à accroître, par le design, la valeur des produits fabriqués sur une base industrielle au Québec.

1.4 Aide à l'exportation

Le **Programme d'aide à l'exportation** a doublé son activité tant par le nombre de clients que par le total des montants autorisés. Le tableau suivant illustre ces résultats comparatifs pour chacun des quatre volets du programme.

Aide à l'exportation	1985-1986 Nombre d'aides	1985-1986 Montant	1984-1985 Nombre d'aides	1984-1985 Montant
Consortiums	8	2,6 M $	2	0,5 M $
Financement	6	4,9 M $	5	7,3 M $
Développement	8	30,9 M $	3	11,8 M $
Crédit-implantation	48	15,7 M $	23	8,2 M $
Total	**70**	**54,1 M $**	**33**	**27,8 M $**

- L'augmentation de l'activité du volet **Crédit-implantation** reflète une sensibilisation de plus en plus marquée des PME québécoises au marché nord-américain. En effet, cette mesure incitative, particulièrement adaptée à la PME, permet de financer des dépenses encourues par les entreprises en vue de leur implantation permanente sur de nouveaux marchés à l'extérieur du Québec. La S.D.I. partage le risque de l'implantation en accordant un prêt non garanti et en n'exigeant, en cas d'échec, qu'une partie du remboursement.
- Par ailleurs, au volet **Financement des exportations**, six entreprises se sont prévalues, cette année, de garanties de prêts de 4,9 millions $, portant le cumulatif des garanties en vigueur à 16 millions $. Ces garanties, qui soutiennent des comptes à recevoir étrangers de même que des inventaires avant et après la livraison, permettent d'appuyer les ventes à l'extérieur du Québec et ce, sur une base continue et renouvelable annuellement.
- En ce qui concerne le volet **Développement des exportations**, 1985-1986 a vu tripler le nombre de transactions auxquelles a participé la S.D.I.-Exportation, ce qui équivaut à des contributions financières de 30 millions $. Ces garanties financières, administrées par la S.D.I. pour le compte du gouvernement du Québec, ont permis d'apporter un complément au financement d'institutions privées ou gouvernementales impliquées dans l'exportation, afin de conclure des transactions internationales réparties dans une dizaine de pays et dont le montant total pourrait s'élever à plus de 300 millions $.
- Enfin, par la voie de **l'Aide à la formation de consortiums**, la S.D.I.-Exportation partage le risque financier inhérent à la formation de sociétés d'exportation dans lesquelles elle investit en capital de façon minoritaire et temporaire. L'activité accrue à ce chapitre résulte d'une nouvelle approche où, partant de l'expérience acquise, la S.D.I.-Exportation insiste davantage sur l'initiative et la discipline dont les membres de consortiums en formation doivent faire preuve. Cette approche permet un développement plus tangible et plus solide de la future unité d'opération.

2. Bilan régional et sectoriel

D'une façon générale, les images régionales et sectorielles se comparent à l'année précédente et la distribution des aides financières continue de refléter la concentration industrielle du Québec. (Voir statistiques, pages 19 et 20).

Toutefois, des projets majeurs dans le secteur des pâtes et papiers ont contribué à hausser substantiellement les montants d'aide dans les régions de l'Estrie (Domtar) et de la Côte-Nord (Cascades).

En 1985-1986, tout le secteur identifié à la **haute technologie**, notamment le matériel électrique (électronique), la machinerie et le matériel de transport, a continué de progresser avec, à lui seul, près de 30 % du total des aides de la S.D.I.

3. Gestion et administration des aides financières

La S.D.I. est très active au niveau de l'administration courante de ses dossiers puisqu'elle gère plus de 5 700 aides en vigueur. Comme l'indique le tableau II (voir statistiques page 18) elle a procédé à 2 880 déboursements de sommes totalisant 124 millions $.

Plus de 50 % de ce montant a été versé par le biais des programmes d'aide à l'investissement dont l'aide s'échelonne sur des périodes allant jusqu'à cinq ans. Ces déboursements sont normalement rattachés à des conditions qui engendrent des retombées économiques telles l'accroissement des marchés hors Québec, l'augmentation des dépenses en recherche et innovation ou encore l'achat de biens et services de producteurs québécois. Concernant ce dernier point, on a calculé que les clients bénéficiant de cette aide au cours de la dernière année ont acheté pour plus de 600 millions $ au Québec, selon les conditions d'intégration reliées aux versements.

4. Bilan financier

Les états financiers de la S.D.I. présentent un excédent des revenus sur les dépenses de plus de 5,4 millions $ pour l'exercice terminé le 31 mars 1986. Ce résultat d'opérations est principalement dû à une importante réduction de la provision pour créance douteuse, compte tenu de la conjoncture favorable. De fait, plusieurs dossiers dont l'état était considéré comme problématique l'an dernier, sont redevenus rentables et positifs.

Au cours des cinq derniers exercices, la S.D.I. a produit des résultats financiers très variables étant donné son rôle de prêteur complémentaire qui la rend vulnérable aux diverses fluctuations économiques.

Exercice	Profit (Perte) (en milliers $)
1985-1986	5 465 $
1984-1985	103 $
1983-1984	1 060 $
1982-1983	(3 267 $)
1981-1982	(4 248 $)

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration assume le mandat primordial de recommander les aides financières de la Société. Ses membres, issus majoritairement du milieu des affaires, ont continué d'être à l'écoute des besoins des entreprises en rencontrant les entrepreneurs et les principaux partenaires économiques de diverses régions du Québec pendant l'année; ils ont, entre autres, tenu des assemblées régulières du Conseil dans les villes de Jonquière et de Saint-Georges-de-Beauce.

Il faut également mentionner leur participation active aux différents comités du Conseil d'administration, dont le Comité de marketing, qui a pour fonction d'aiguiller la priorité accordée au service à la clientèle, et le Comité exécutif qui, avec la quarantaine de séances tenues dans l'année, a permis d'accélérer le processus de cheminement des demandes d'aide financière.

La Direction tient à souligner particulièrement le départ de **M. François Lebrun**, dont le mandat comme président et directeur général de la S.D.I. s'est terminé à la fin du présent exercice. La Société profite de l'occasion pour exprimer toute sa gratitude à M. Lebrun qui, au cours des cinq dernières années, tant par son approche consultative du milieu que par sa préoccupation de la productivité et du service à la clientèle, a contribué à rendre l'action de la S.D.I. encore plus adaptée aux besoins des entreprises.

Son successeur, **M. Gérald Tremblay**, est un gestionnaire spécialisé en redressement d'entreprises et un homme d'affaires. Le nouveau président et directeur général de la S.D.I. est entré en fonction le 12 mai dernier.

Plusieurs changements se sont également produits au sein du Conseil au cours de l'année. Six membres ont quitté: Mme Dina Lavoie et MM. Michel Archambault, Jean-Guy Parent, Claude Rivard, Serge Saucier et Ghislain Théberge. La Direction leur présente ses remerciements chaleureux et souhaite la bienvenue à leurs remplaçants: MM. Pierre Delisle, Jean-Claude Gagnon, Gaston Langlais, Germain Leduc, Guy Savard et Jacques-Yves Therrien.

Le personnel

Au cours de l'année, le niveau des effectifs a été maintenu par rapport à l'exercice précédent.

Sur le plan organisationnel, la S.D.I. s'est dotée d'une vice-présidence aux affaires juridiques regroupant le Secrétariat et le Service juridique.

Les résultats favorables de l'exercice sont le fruit de l'intérêt et des efforts conjugués de tous les membres du personnel et la Direction tient à leur témoigner toute son appréciation.

Depuis maintenant **15 ans**, le personnel de la Société a mérité le respect de sa clientèle et de ses partenaires en manifestant constamment **sa confiance dans l'entreprise québécoise**.

À l'occasion de ce 15e anniversaire, la Direction tient à remercier chaleureusement tous ceux et celles qui, par leur compétence et leur dévouement, ont contribué à bâtir la Société de développement industriel du Québec.

La Direction générale de la S.D.I.

III- Les statistiques

Tableau I

Aides et montants autorisés selon les différents programmes du 1er avril 1985 au 31 mars 1986

	Subventions		Financement						Total des aides autorisées	
			Prêts		Garanties de prêts et autres		Acquisitions d'actions			
	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)
Aide à la capitalisation et au financement										
– SPEQ					58	–			58	–
– Prêt de capitalisation		7 647			77	16 741			77	24 388
– Accès à la bourse	43	8 228							43	8 228
– Financement des entreprises					450	133 983			450	133 983
– Financement des entreprises manufacturières			9	3 290	2	2 800	2	868	13	6 958
– Article 9			2	30 151	2	46 000			4	76 151
Sous-total	**43**	**15 875**	**11**	**33 441**	**589**	**199 524**	**2**	**868**	**645**	**249 708**
(1984-1985)	(34)	(9 258)	(11)	(3 200)	(675)	(153 317)	(2)	(633)	(722)	(166 408)
Aide à l'investissement										
– Technologie moderne	98	35 259	48	161 776			50	17 105	196	214 140
– Entreprises dynamiques	169	20 586	60	7 394			86	9 798	315	37 778
– Article 9	1	18 200							1	18 200
Sous-total	**268**	**74 045**	**108**	**169 170**			**136**	**26 903**	**512**	**270 118**
(1984-1985)	(236)	(72 932)	(99)	(43 704)			(128)	(32 366)	(463)	(149 002)
Aide au développement touristique	**43**	**7 226**	**25**	**5 077**			**34**	**4 356**	**102**	**16 659**
(1984-1985)	(72)	(13 622)	(13)	(4 128)	(1)	(349)	(31)	(10 198)	(117)	(28 297)
Aide à la recherche										
– Laboratoire de recherche	1	196	2	2 009			2	562	5	2 767
– Recherche et innovation			91	29 864					91	29 864
– Article 9	1	975							1	975
Sous-total	**2**	**1 171**	**93**	**31 873**			**2**	**562**	**97**	**33 606**
(1984-1985)	(5)	(2 449)	(90)	(35 837)			(1)	(29)	(96)	(38 315)
Aide à l'exportation										
– Consortiums			3	1 385			5	1 195	8	2 580
– Financement					6	4 986			6	4 986
– Développement et article 9					7	30 800	1	60	8	30 860
– Crédit-implantation		1 135	48	14 607					48	15 742
Sous-total		**1 135**	**51**	**15 992**	**13**	**35 786**	**6**	**1 255**	**70**	**54 168**
(1984-1985)		(774)	(24)	(7 629)	(7)	(18 956)	(2)	(450)	(33)	(27 779)
Aide à certains secteurs										
– Industrie électronique	17	1 287							17	1 287
– Textile, bonneterie, vêtements	6	684							6	684
Sous-total	**23**	**1 971**							**23**	**1 971**
(1984-1985)	(62)	(6 482)							(62)	(6 482)
Grand total	**379**	**101 423**	**288**	**255 553**	**602**	**235 310**	**180**	**33 944**	**1 449**	**626 230**
(1984-1985)	**(409)**	**(105 487)**	**(237)**	**(94 498)**	**(683)**	**(172 622)**	**(164)**	**(43 676)**	**(1 493)**	**(416 283)**

Tableau II

Montants déboursés sur l'ensemble des programmes d'aide du 1er avril 1985 au 31 mars 1986

	Subventions		Financement						Total	
			Prêts		Garanties de prêts et autres		Acquisitions d'actions			
	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)
Aide à la capitalisation et au financement										
– Accès à la bourse	42	7 978							42	7 978
– Urgence d'aide à la PME	455	1 189			61	7 288			516	8 477
– Financement des entreprises					136	2 019[1]			136	2 019
– Financement des entreprises manufacturières			17	3 487			2	863	19	4 350
– Prêts en défaut			115	922					115	922
– Bourses d'affaires[2]	405	1 238			49	707			454	1 945
– Article 9			1	680			1	60	2	740
Sous-total	**902**	**10 405**	**133**	**5 089**	**246**	**10 014**	**3**	**923**	**1 284**	**26 431**
Aide à l'investissement										
– Technologie moderne (et 2A)	405	21 984	36	31 763			32	3 722	473	57 469
– Entreprises dynamiques (et 2C)	291	6 754	30	1 259			63	1 633	384	9 646
– Fusion et regroupement	30	1 749							30	1 749
Sous-total	**726**	**30 487**	**66**	**33 022**			**95**	**5 355**	**887**	**68 864**
Aide au développement touristique	**140**	**3 737**	**26**	**1 223**			**29**	**987**	**195**	**5 947**
Aide à la recherche										
– Recherche et innovation			243	13 012					243	13 012
– Laboratoire de recherche	2	36	2	89			1	10	5	135
Sous-total	**2**	**36**	**245**	**13 101**			**1**	**10**	**248**	**13 147**
Aide à l'exportation										
– Consortiums							7	188	7	188
– Crédit-implantation	53	120	72	4 299					125	4 419
– Aide à l'exportation	38	1 950			1	766			39	2 716
Sous-total	**91**	**2 070**	**72**	**4 299**	**1**	**766**	**7**	**188**	**171**	**7 323**
Aide à certains secteurs										
– Industrie électronique	18	440							18	440
– Innovation chaussures	6	104							6	104
– Innovation meubles	52	1 660							52	1 660
– Textile-Bonneterie	19	889							19	889
Sous-total	**95**	**3 093**							**95**	**3 093**
Grand total	**1 956**	**49 828**	**542**	**56 734**	**247**	**10 780**	**135**	**7 463**	**2 880**	**124 805**
(1984-1985)	(1 945)	(62 004)	(820)	(26 855)	(199)	(9 309)	(52)	(2 669)	(3 016)	(100 837)

1 Inclut le remboursement à 128 entreprises d'un montant de 593 360 $ pour réclamation sur la protection contre la hausse du taux d'intérêt (P.H.T.I.)

2 La S.D.I. administre ce programme une fois qu'il a été autorisé via le ministère de l'Industrie et du Commerce

Tableau III

Aides et montants autorisés par secteur d'activités du 1er avril 1985 au 31 mars 1986.

	Total 1985-1986		Total 1984-1985	
	Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)
• Secteur manufacturier				
Aliments et boissons	85	15 046	133	23 938
Caoutchouc	74	21 478	64	14 092
Cuir	22	9 525	22	6 407
Textile	42	12 575	41	18 333
Bonneterie	16	3 305	20	2 284
Vêtement	64	14 382	75	13 915
Produits du bois	151	34 178	155	28 870
Meubles et articles d'ameublement	71	9 260	106	15 377
Papier et produits connexes	56	245 367	30	30 253
Imprimerie	40	5 984	52	10 395
Métaux	11	11 410	21	11 816
Produits métalliques	139	29 802	158	25 361
Machinerie	88	29 123	86	30 558
Matériel de transport	50	21 263	45	8 769
Appareils et matériel électriques	99	54 959	68	21 543
Produits minéraux non métalliques	52	6 791	44	8 985
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	2	879	6	—
Produits chimiques	48	18 482	45	57 477
Industries manufacturières diverses	72	19 681	60	10 062
Sous-total	1 185	563 459	**1 231**	**338 435**
• Secteur touristique				
Divertissement et loisir	14	5 210	19	10 379
Hébergement et restauration	124	29 427	160	34 019
Sous-total	138	34 637	**179**	**44 398**
• Secteur tertiaire				
Service informatique	29	5 762	23	5 157
Laboratoire de recherche	6	27 268	14	5 690
SPEQ	36	—	—	—
Autres activités tertiaires	12	2 145	46	22 603
Sous-total	83	35 175	**83**	**33 450**
Grand total	1 406	633 271	**1 493**	**416 283**

Tableau IV

Aides et montants autorisés selon les différentes régions et sous-régions du 1er avril 1985 au 31 mars 1986.

		Total 1985-1986		Total 1984-1985	
		Nombre	Montant (000 $)	Nombre	Montant (000 $)
Nouveau-Québec:	Nouveau-Québec			1	60
	Sous-Total			**1**	**60**
Bas-Saint-Laurent:	Bas-Saint-Laurent	17	1 756	36	2 061
	Gaspé	9	770	9	400
	Bonaventure	7	219	5	236
	Sainte-Anne-des-Monts	2	226	4	390
	Sous-total	**35**	**2 971**	**54**	**3 087**
Saguenay:	Chicoutimi	23	2 735	28	8 148
	Roberval	3	218	11	1 770
	Sous-total	**26**	**2 953**	**39**	**9 918**
Québec:	Rivière-du-loup	22	1 212	18	5 643
	Québec	169	34 274	167	34 233
	La Chaudière	111	24 011	99	14 031
	Sous-total	**302**	**59 497**	**284**	**53 907**
Trois-Rivières:	Bois-Francs	61	14 208	76	12 914
	Mauricie	31	3 591	32	7 086
	Sous-total	**92**	**17 799**	**108**	**20 000**
Estrie:	Estrie:	85	167 536	81	20 822
	Sous-total	**85**	**167 536**	**81**	**20 822**
Montréal:	Saint-Hyacinthe	30	6 035	34	13 723
	Montréal métropolitain	672	210 241	668	219 551
	Terrebonne	62	13 495	57	9 606
	Joliette	22	4 467	21	3 216
	Granby	32	9 772	33	18 253
	Beauharnois	15	6 556	23	4 784
	Richelieu	8	9 761	7	8 728
	Saint-Jean	20	5 566	32	5 923
	Sous-total	**861**	**265 993**	**875**	**283 784**
Outaouais:	Hull	16	10 236	12	3 293
	Labelle	7	665	7	520
	Sous-total	**23**	**10 901**	**19**	**3 813**
Abitibi-Témiscamingue:	Rouyn-Noranda	5	4 600	6	17 910
	Abitibi	3	5 611	8	1 008
	Sous-total	**8**	**10 211**	**14**	**18 918**
Côte-Nord:	Mingan	11	86 798	12	692
	Saguenay	6	1 571	6	1 282
	Sous-total	**17**	**88 369**	**18**	**1 974**
	Total	**1 469**	**426 280**	**1 493**	**416 283**

Tableau V

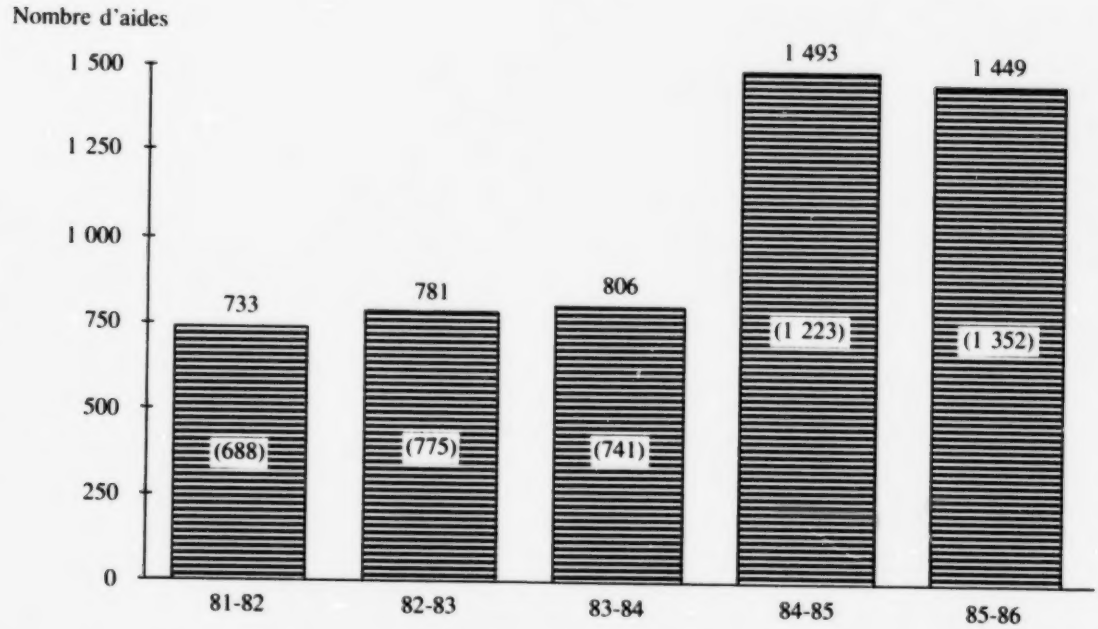
Évolution du nombre et des montants d'aides depuis cinq ans

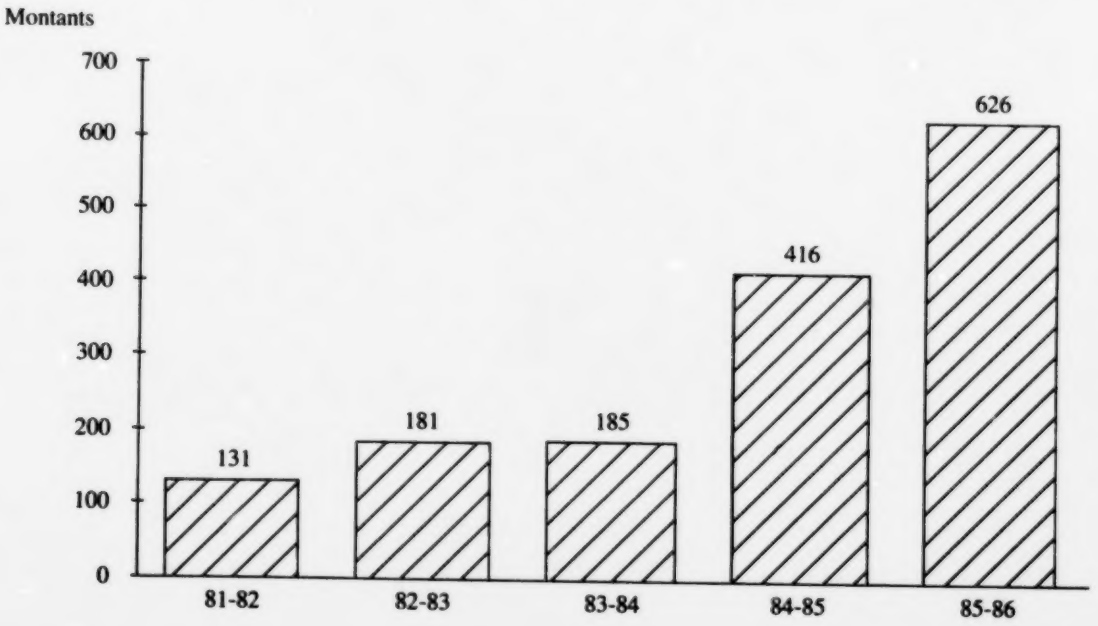
Légende

nombre d'aides

montants en millions $

( ) nombre d'entreprises aidées





IV- Les états financiers

Société de développement industriel du Québec

États financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1986

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement industriel du Québec au 31 mars 1986 ainsi que l'état des revenus et dépenses, l'état du fonds de réserve, l'état de l'évolution de la situation financière et l'état de la provision pour pertes sur prêts et participations au capital-actions d'entreprises de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1986 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 6 juin 1986

Société de développement industriel du Québec
(L.R.Q., chapitre S-11.01)

Bilan au 31 mars 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Actif		
Prêts (note 3)	95 976	94 478
Participations au capital-actions d'entreprises	19 934	15 339
Intérêts échus et courus	1 982	1 655
	117 892	111 472
Provision pour pertes sur prêts et participations au capital-actions d'entreprises (note 3)	20 682	28 365
	97 210	83 107
Placements — programmes particuliers d'aide financière (note 4)	67 637	34 373
Encaisse	3 311	5 280
Contributions à recevoir du gouvernement du Québec	11 903	13 458
Créance à recevoir garantie (note 5)	10 650	10 650
Frais d'émission d'obligations — coût non amorti	93	104
	190 804	146 972
Passif		
Dette à long terme (note 6)	63 250	51 800
Intérêts échus et courus sur dette à long terme	772	771
Avances du gouvernement du Québec (note 4)	37 637	34 373
Aide financière en cours de déboursement	12 014	12 691
Emprunt bancaire	4 390	—
Créditeurs et frais courus	27	51
Revenus reportés (note 7)	21 942	1 979
	140 032	101 665
Avoir		
Dotation du gouvernement du Québec (note 8)	33 389	33 389
Fonds de réserve	17 383	11 918
	50 772	45 307
	190 804	146 972

Engagements (note 12)
Éventualités (note 13)

Pour le Conseil d'administration

Gérald Tremblay

Guy Savard

Société de développement industriel du Québec

Fonds de réserve de l'exercice terminé le 31 mars 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985
Solde au début	11 918	11 814
Excédent des revenus sur les dépenses	5 465	104
Solde à la fin	**17 383**	**11 918**

Société de développement industriel du Québec

Revenus et dépenses de l'exercice terminé le 31 mars 1986
(en milliers de dollars)

	1986	1985 (note 14)
Revenus		
Intérêts des emprunteurs	8 571	9 789
Honoraires de garantie	277	413
Primes gagnées (note 7)	593	—
Intérêts sur dépôts bancaires	199	1 488
Profit sur disposition de participations au capital-actions d'entreprises	—	750
	9 640	12 440
Contributions du gouvernement du Québec (note 9)	74 378	83 673
	84 018	96 113
Dépenses		
Prises en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises et subventions	49 845	61 979
Exécutions de garanties de remboursement d'emprunts	9 288	11 774
Perte sur l'aide au développement touristique	504	290
Réclamations d'intérêts (note 7)	593	—
Provision pour pertes (recouvrement) de l'exercice sur prêts et participations au capital-actions d'entreprises	(1 522)	4 881
Traitements et autres rémunérations	7 208	6 782
Services informatiques	422	380
Loyer de bureau	866	—
Autres dépenses d'administration	1 070	1 083
Frais financiers (note 10)	10 279	8 840
	78 553	96 009
Excédent des revenus sur les dépenses	**5 465**	**104**

Société de développement industriel du Québec

Évolution de la situation financière de l'exercice terminé le 31 mars 1986
(en milliers de dollars)

		1985
Activités d'exploitation (note 11)		
Rentrées nettes générées par les opérations		4 300
Opérations de prêts, de participations au capital-actions d'entreprises et de placements		(2 518)
Variation nette d'autres soldes hors liquidités		(5 478)
Fonds absorbés par les activités d'exploitation		(3 696)
Activités de financement		
Émission de la dette à long terme		16 800
Remboursements de la dette à long terme		(21 600)
Avances (remboursement) du gouvernement du Québec		(7 996)
Frais d'émission d'obligations		(92)
Fonds générés (absorbés) par les activités de financement		(12 888)
Diminution nette des liquidités		(16 584)
Liquidités au début		21 864
Liquidités (endettement bancaire) à la fin		**5 280**

L'endettement bancaire de la Société comprend l'emprunt bancaire diminué de l'encaisse.

Société de développement industriel du Québec

Provision pour pertes sur prêts et participations au capital-actions d'entreprises de l'exercice terminé le 31 mars 1986

(en milliers de dollars)

	1985
Solde au début	27 107
Déduire:	
Radiations	
Prêts	3 583
Participations au capital-actions d'entreprises	43
	3 626
	23 481
Ajouter:	
Recouvrement sur prêts radiés	3
	23 484
Ajouter:	
Provision (recouvrement) de l'exercice	
Prêts	2 073
Participations au capital-actions d'entreprises	2 808
	4 881
Solde à la fin	**28 365**
La provision pour pertes se répartit comme suit:	
Prêts	23 629
Participations au capital-actions d'entreprises	4 736
	28 365

Les prêts et participations au capital-actions d'entreprises consentis par la Société dont le remboursement est garanti par le gouvernement du Québec et pour lesquels aucune provision n'est pourvue s'élèvent respectivement au 31 mars 1986 à 39 773 189 $ et 3 375 167 $ (24 498 468 $ et 2 075 000 $ au 31 mars 1985).

Société de développement industriel du Québec

Notes complémentaires au 31 mars 1986 (en milliers de dollars)

1. Constitution et objet

La Société de développement industriel du Québec est une corporation au sens du Code civil, à but non lucratif et constituée par une loi spéciale. Elle a pour objet d'administrer des programmes d'aide financière dans le but d'accélérer le développement économique du Québec. Notamment, elle favorise le développement des entreprises dynamiques et à technologie moderne, la croissance des exportations, les activités de recherche et d'innovation, l'amélioration de la capitalisation des petites et moyennes entreprises ainsi que le développement touristique.

La Société doit s'assurer que l'aide accordée engendre des retombées significatives au Québec, particulièrement en matière de création d'emplois.

2. Conventions comptables

Les états financiers de la Société ont été préparés par la direction selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Participations au capital-actions d'entreprises

L'aide financière accordée à même les fonds de la Société sous forme d'acquisition d'actions est présentée au bilan à la rubrique «Participations au capital-actions d'entreprises». Dans la mesure où la Société estime ne pouvoir recouvrer l'aide accordée, la perte anticipée est inscrite à la provision pour pertes et imputée aux dépenses.

Provision pour pertes sur les prêts et participations au capital-actions d'entreprises

La provision pour pertes sur les prêts est établie en évaluant pour chaque compte présentant des difficultés majeures de perception la perte anticipée et pour les autres, en appliquant un taux estimatif de 5 % tout comme l'exercice précédent pour couvrir les pertes éventuelles. Pour les participations au capital-actions d'entreprises, la provision est établie par évaluation de chacun des comptes.

Aucune provision n'est pourvue à l'égard de pertes résultant de programmes d'aide financière confiés à la Société en vertu d'autres lois lorsque ces pertes sont assumées par le gouvernement du Québec.

Prises en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises et subventions

Les frais relatifs aux prises en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises et des subventions sont imputés aux opérations de l'exercice au cours duquel ces entreprises ont produit leur réclamation et satisfait à toutes les conditions posées par la Société. La contribution correspondante du gouvernement du Québec est alors considérée acquise à la Société.

Dette à long terme

Les obligations sont inscrites à leur valeur nominale. Pour ce qui est des obligations à un fort taux d'escompte, la dette est inscrite à sa valeur actualisée augmentée annuellement de la capitalisation de l'escompte s'apparentant à de l'intérêt, selon la méthode de l'intérêt réel, et est imputée à chaque année aux frais financiers.

Frais d'émission d'obligations

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de la dette.

Revenus reportés

a. Contribution aux intérêts sur obligations

La contribution reçue du gouvernement du Québec représentant la différence entre la valeur actualisée des obligations à un fort taux d'escompte et leur valeur nominale a été reportée au moment de l'émission. Cette contribution est virée aux opérations selon la méthode de l'intérêt réel sur la durée de la dette.

b. Protection contre la hausse du taux d'intérêt

Les primes perçues et les intérêts qu'elles génèrent sont inscrits comme revenus reportés et sont virés aux opérations au fur et à mesure que les réclamations sont acceptées. Le gouvernement du Québec assumant les frais excédentaires de ce programme, la Société n'encourra aucune perte.

Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec

Les frais d'administration de la Société assumés par le gouvernement du Québec sont payés à même les deniers accordés à cette fin par le Parlement.

Les coûts des avantages sociaux accordés aux employés de la Société et de certains services de soutien sont défrayés à même les crédits des différents ministères concernés et ne sont pas présentés à l'état des revenus et dépenses.

3. Prêts

Les prêts se rapportent à différents programmes d'aide financière. Le solde, par programme d'aide, se répartit comme suit:

	1986	1985
Financement pour les entreprises du secteur manufacturier	51 595	67 049
Aide aux activités de recherche et d'innovation	24 380	11 657
Crédit à l'implantation	7 068	2 854
Financement des exportations	1 370	972
Développement des exportations (article 9 de la Loi de la Société)	7 053	6 373
Aide au développement touristique	4 510	5 573
	95 976	**94 478**

La perte anticipée sur les prêts au montant de 18 131 513 $ (31 mars 1985: 23 629 445 $) se rapporte exclusivement au programme d'aide «Financement pour les entreprises du secteur manufacturier»; les pertes encourues à l'égard des autres programmes sont assumées par le gouvernement du Québec.

Les prêts relatifs au programme d'aide «Financement pour les entreprises du secteur manufacturier» comprennent un montant de 19 323 000 $ (31 mars 1985: 26 791 000 $) de prêts en défaut sur lesquels la Société exerce présentement ses privilèges de recouvrement par la réalisation de ses garanties. Le produit net de la réalisation de ces garanties est évalué à 3 577 000 $ (31 mars 1985: 5 958 000 $); le solde de 15 746 000 $ (31 mars 1985: 20 833 000 $) est couvert par la provision pour pertes sur prêts et participations au capital-actions d'entreprises.

4. Placements-programmes particuliers d'aide financière

Toutes les sommes requises pour ces placements sont déboursées à même les crédits votés annuellement par le Parlement ou à même un emprunt de la Société garanti par le gouvernement du Québec. Tous les revenus découlant de ces aides sont remis au gouvernement du Québec et toutes les pertes sont supportées par ce dernier.

Programmes particuliers d'aide financière

	1986	1985
• Placements — P.M.E. Innovatrice:		
Prêts non garantis et participations au capital-actions d'entreprises	23 668	30 985
Intérêts échus et courus	1 313	962
• Prêts sans intérêt et participations au capital-actions d'entreprises	42 656	2 426
	67 637	**34 373**

Les sommes requises pour ces placements provenant des avances du gouvernement du Québec totalisent au 31 mars 1986: 37 637 288 $ (31 mars 1985: 34 372 438 $).

5. Créance à recevoir garantie

Cette créance garantie provient de conventions de vente et de paiement intervenues le 21 juillet 1981 avec l'actionnaire principal d'une entreprise industrielle dans laquelle la Société détenait une participation de 40 % du capital-actions.

Nonobstant les clauses des conventions qui stipulent que la disposition de la participation au capital-actions de cette entreprise a été effectuée pour un prix de 3 600 000 $ lequel montant, avec les intérêts composés annuellement au taux d'intérêt bancaire préférentiel quotidien en vigueur à compter du 30 juillet 1981 formera une somme totale de 10 650 000 $ à la date d'échéance, la Société estime que la substance des conventions intervenues est de lui permettre de recouvrer à long terme mais sans rendement l'aide accordée à cette entreprise et en conséquence, elle considère que de façon ultime elle n'aura réalisé aucun profit ni subi aucune perte à la suite de ce recouvrement.

Cette créance de 10 650 000 $ inscrite à sa valeur globale de recouvrement et garantie par une banque à charte canadienne est encaissable à une date qui dépend du taux auquel s'accumuleront les intérêts et qui se situera entre 1989 et 1991.

La valeur actualisée de cette créance s'établit à 6 539 772 $ au 31 mars 1986, soit 3 600 000 $ pour le prix de vente et 2 939 772 $ pour les intérêts courus à cette date.

6. Dette à long terme

Le paiement du capital et des intérêts de ces obligations est garanti par le gouvernement du Québec.

	1986	1985
Obligations, série «C», 12 1/2 %, échéant le 3 décembre 1989	16 800	16 800
Obligations, série «E», portant intérêt au taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen de trois banques à charte moins 5/8 de 1 % et échéant le 24 mars 1991. La Société peut, à son gré, racheter les obligations de cette émission à leur valeur nominale le 24 mars 1988 ou à toute date de paiement d'intérêt par multiple de 5 000 000 $	35 000	—
Obligations, série «D», sans intérêt, échéant le 7 juin 1995: valeur nominale de 30 000 000 $, à la valeur actualisée au taux de 11,05 % l'an	11 450	—
Obligations série «A»	—	35 000
	63 250	**51 800**

7. Revenus reportés

	1986	1985
— Contribution du gouvernement du Québec aux intérêts sur obligations de la dette à long terme:		
Contribution reçue	19 231	—
Contribution virée aux opérations	681	—
Solde à la fin	**18 550**	**—**
— Protection contre la hausse du taux d'intérêt:		
Solde au début	1 979	—
Primes perçues et intérêts	2 006	1 979
	3 985	**1 979**
Primes gagnées suite aux réclamations d'intérêts	593	—
Solde à la fin	**3 392**	**1 979**
	21 942	**1 979**

8. Dotation du gouvernement du Québec

Le gouvernement du Québec est autorisé à payer à la Société sur le Fonds consolidé du revenu une somme de 100 millions $ pour la constitution d'une dotation. Au 31 mars 1986 et 1985, le montant versé à ce titre est de 32 944 115 $. De plus, ce poste inclut un don du gouvernement du Québec d'une participation au capital-actions d'entreprises au montant de 445 000 $.

9. Contributions du gouvernement

Ces contributions servent à rembourser les dépenses suivantes:

	1986	1985
Aides financières à l'entreprise:		
Prises en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises et subventions	49 845	61 979
Exécutions de garanties de remboursement d'emprunts	9 288	11 774
Aide au développement touristique	504	290
Compensation pour manque à gagner en intérêts	3 025	1 266
Frais d'administration:		
Traitements et autres rémunérations	7 208	6 782
Services informatiques	422	380
Loyer de bureau	866	—
Autres dépenses d'administration	1 070	1 083
Frais financiers	2 150	119
	74 378	**83 673**

10. Frais financiers

	1986	1985
Intérêts sur obligations	6 409	6 274
Intérêts sur avances du gouvernement du Québec	2 167	2 495
Intérêts et frais bancaires	1 638	6
Amortissement des frais d'émission d'obligations	65	65
	10 279	**8 840**

11. Évolution de la situation financière

	1986	1985
Activités d'exploitation		
— Rentrées nettes générées par les opérations:		
Excédent des revenus sur les dépenses	5 465	104
Éléments n'affectant pas les liquidités:		
Provision pour pertes (recouvrement) de l'exercice sur prêts et participations au capital-actions d'entreprises	(1 522)	4 881
Profit sur disposition de participations au capital-actions d'entreprises	—	(750)
Amortissement des frais d'émission d'obligations	65	65
	4 008	**4 300**
— Opérations de prêts, de participations au capital-actions d'entreprises et de placements:		
Remboursements des emprunteurs	14 191	16 632
Déboursés sur prêts consentis	(22 019)	(22 450)
Intérêts imputés aux prêts en défaut et frais encourus pour la protection des garanties sur ces prêts	(1 789)	(3 673)
Prêts convertis en participations au capital-actions d'entreprises	2 002	2 300
Remboursements de placements — programmes particuliers d'aide financière	6 976	11 012
Déboursés sur placements — programmes particuliers d'aide financière	(40 240)	(3 956)
Disposition de participations au capital-actions d'entreprises	515	1 746
Participations au capital-actions d'entreprises	(1 112)	(1 184)
Participations au capital-actions d'entreprises acquises par conversion de prêts et d'intérêts	(4 042)	(2 945)
	(45 518)	**(2 518)**
— Variation nette d'autres soldes hors liquidités:		
Intérêts échus et courus, variation nette	(326)	971
Augmentation (diminution) des contributions à recevoir du gouvernement du Québec	1 555	(13 458)
Augmentation (diminution) des réclamations à payer pour différentes formes d'aide financière	(677)	5 096
Diminution des créditeurs et frais courus	(24)	(66)
Revenus reportés, variation nette	19 963	1 979
	20 491	**(5 478)**

12. Engagements

	1986	1985
Aides financières autorisées, non déboursées au 31 mars et qui seront financées par les fonds propres de la Société:		
— Prêts autorisés	94 995	50 833
— Participations au capital-actions d'entreprises	2 323	2 284
Aides financières autorisées, non déboursées au 31 mars et qui seront financées par le gouvernement du Québec dans le cadre des crédits votés annuellement à cette fin par le Parlement:		
— Exonérations de remboursement d'emprunt accordées selon des conditions posées par la Société	57 330	37 365
— Aides financières soumises à certaines conditions de la Société et qui seront déboursées sous les formes suivantes:		

Exercices	Prises en charge d'une partie du coût des emprunts	Sub-ventions	Placements-programmes particuliers d'aide financière		
1987	112 364	6 257	66 934		
1988	51 534	422	56 891		
1989	39 534		61 955		
1990	26 879		51 188		
1991 et suivants	19 290		13 168		
	249 601	**6 679**	**250 136**	**506 416**	**354 900**
				661 064	**445 382**

13. Éventualités

La Société garantit le remboursement d'emprunts contractés par des entreprises auprès d'institutions prêteuses. La dépense pouvant résulter de l'exécution de ces garanties est imputée aux résultats de l'exercice alors en cours. Cependant, pour certains programmes d'aide, les pertes éventuelles seront assumées par le gouvernement du Québec. Le montant maximum de ces garanties se répartit comme suit:

	1986	1985
Garanties de remboursement d'emprunts:		
Assumées par la Société	5 071	8 867
Assumées par le gouvernement du Québec		
— en vertu d'autres lois	9 011	11 532
— 2/3 du solde du prêt pour le capital et d'une partie des intérêts et des autres frais accessoires:		
Programme d'urgence d'aide à la P.M.E.	47 366	78 039
Programme de financement des entreprises	184 798	93 684
Programme de prêt de capitalisation	736	—
	246 982	**192 122**

Diverses affaires judiciaires et extrajudiciaires entamées par ou contre la Société sont actuellement en cours. De l'avis de la Société, le dénouement de ces affaires n'aura aucune incidence importante sur la situation financière ou sur les résultats de la Société.

14. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'état des revenus et dépenses de 1985 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1986.